

[Texte]

We do not know how many are going to pay more; you have to make recommendations to us. We do not know through what channel; that is far from being decided. What will your recommendation be on how do you do it? For example, let me take a small but very powerful and well organized one segment only of that dossier, the private sector, the pension business. With the pension business, we thought we had a deal two summers ago. Two summers ago, we were sure we had a deal on one reform on existing plans. It is not much compared to the complete problem, but it is key.

The excess earnings approach had been discussed at length behind the scenes by all the business of pension, really, and we really thought we had a deal and could move on that one. But at the end of the summer, the consensus was so fragile that I started receiving letters from major players telling me that they no longer backing it. I think it is because of the tough economic times, we were pushing them too much. We arrived at the worst time, in a way, but that is not a reason to kill the dossier. It is the the opposite; we have to be ready as soon as the economy is stronger.

So I am trying to explain that consensus on all of that has never been done. I cannot do it just by speeches around the country, nor can Judy Erola or Marc Lalonde. We have not been able to do that. It is all left open, and with all the publicity you will get, the committee will do a major job of shaping how you do it. Me, I have put a problem on the table. I have not been able to do much more.

Mr. Miller: Well, you have outlined some of the failings in the private plans. Because of the timing of this and the approaching election at some time in a year and a half, or two, I want to ask if there is . . .

Madam Bégin: We started the day we were re-elected and brought it back, so I . . .

Mr. Miller: But in terms of the work of this committee and pension changes and pension reform, when they see a failure of the OAS and GIS or even the CPP, would there be a willingness on the part of the government to increase those before the findings of this committee? Is there any contemplation that that may be done?

[Traduction]

pension, rien n'est gratuit, et je pense que ce message n'a pas encore été suffisamment bien précisé. Non pas que je n'ai pas essayé, mais je vous l'ai dit, je viens juste d'ouvrir le dossier. C'est tout ce que j'ai pu faire jusqu'à présent. Et n'oubliez pas que je vous parle d'objectifs.

Nous ne savons pas au juste combien vont payer plus: ce sera à vous à nous faire des recommandations. Nous ne savons pas quel dispositif utiliser, car cela aussi, c'est une question qui n'a pas encore été tranchée. Loin de là. Que direz-vous à ce sujet dans vos recommandations? Par exemple, prenons le cas d'un tout petit élément du dossier, élément qui représente néanmoins une importance considérable: c'est le secteur privé des pensions. Il y a deux ans, au cours de l'été, nous pensions être arrivés à un accord avec lui. Nous étions persuadés que nous nous entendions sur un élément de réforme des plans que nous avions à l'époque. Cela n'est rien à comparer aux problèmes d'ensemble, mais c'est un élément fondamental.

La formule des gains supplémentaires avait été discutée en long et en large dans les coulisses par tous les milieux privés des pensions, et nous étions persuadés, comme je vous le disais, que nous en étions arrivés à un accord, nous étions persuadés que nous pouvions aller de l'avant. À la fin de l'été en question, cette unanimité était devenue si ténue que les principaux protagonistes commencèrent à m'écrire, chacun à leur tour, pour me dire qu'ils n'étaient plus d'accord. Ce revirement était, je crois, attribuable à la conjoncture économique assez difficile, et au fait que nous leur avons peut-être trop demandé. C'était probablement l'époque la plus mal choisie, mais ce n'était pas pour autant une raison suffisante pour enterrer le dossier. Au contraire, nous devons être prêt à intervenir dès que l'économie reprendra vigueur.

Je veux en fait vous expliquer par là que nous n'avons jamais fait l'unanimité sur l'ensemble. Il ne me suffit pas de prononcer des discours un peu partout au Canada pour y arriver. Judy Erola et Marc Lalonde n'y réussiraient pas non plus de cette façon. Nous n'avons pas été capables de faire l'unanimité. Pour l'instant, tout est resté en suspens, et avec toute la publicité que vos travaux vont engendrer, vous allez pouvoir effectivement dégrossir le dossier et déterminer la façon de procéder. En ce qui me concerne, j'ai un problème sous les yeux; toutefois, je n'ai guère pu faire mieux.

M. Miller: Vous avez mis le doigt sur certaines carences des régimes privés. Toutefois, au moment où nous sommes et vu que les élections s'annoncent d'ici un an et demi ou deux ans, je voulais savoir si . . .

Mme Bégin: Nous avons commencé le lendemain de notre réélection, nous avons repris le dossier et . . .

M. Miller: Il n'en reste pas moins que, si l'on considère le mandat du Comité et la question des changements à apporter au régime des pensions, puisqu'on a constaté que la S.V. et le S.R.G. et même le R.P.C. n'ont pas réussi, j'aimerais savoir si le gouvernement ne serait pas disposé à relever ces prestations bien avant que le Comité ne dépose ses conclusions. Est-ce que vous y avez pensé?